



Bulletin ABC/CNA # 43 - octobre 2002

"Si l'innocent-e mérite notre solidarité,
le/la coupable la mérite encore plus."

Gratuit, dons appréciés. Abonnement : 0.69 euros en timbre par numéro (gratuit pour les détenu-e-s). Soutien : chèque à l'ordre de Maloka.

Les lois sur la sécurité quotidienne sont passées. L'heure de la deuxième couche a sonné. Cette fois-ci, ça s'appelle lois sur la sécurité intérieure, et le contenu n'en est pas moins redoutable. Ce sont cette fois les prostituées, les tziganes, les mendiants et les squatters qui sont visés. La prostitution favorise l'entrée d'étrangers en Europe forteresse. Il semble aujourd'hui davantage dans l'air du temps de faire passer les tziganes pour des mafieux cupides, chefs de réseau de mendiants atrophiés, que pour des voleurs de poules. Chaque époque possède ses fantasmes propres. Les marchands sont responsables de ce sentiment de gêne qu'éprouvent les riches à leur vue, chose inacceptable dans nos centre-ville commerçants et aseptisés. Enfin, les occupant-e-s sans droits ni titre, même si seul le cerveau paranoïaque de l'ex valet de Balladur puisse leur donner une telle importance, héritent du terme squatter et de la malveillance qu'il évoque, en cette période où l'on ose plus sortir au risque de rencontrer toute cette faune urbaine, gangrène inhérente à un système qui ne fait qu'en pousser davantage dans la précarité. "Le fait de s'installer dans un bien immobilier appartenant à autrui, sans être en mesure de justifier de l'autorisation du propriétaire ou du titulaire du droit réel d'usage de ce bien, est puni de 6 mois d'emprisonnement et de 3000 euros d'amende". Savoir si le suppositoire va aussi bien passer que le précédent est une autre question.

La chasse aux terroristes est également sous une belle étoile : incarcération avec traitement draconien contre une bande de révolutionnaires espagnols en juillet, pour la plupart simplement investis dans le soutien aux prisonnier-e-s, découverte d'une planque d'armes d'AD, expulsion de Paolo Persichetti et révision des cas d'une centaine d'anciens militants d'extrême gauche italiens, pris entre l'étau de la sainte inquisition française et de longues peines dans les cachots d'Italie. Affaires à suivre. Voici en attendant quelques nouvelles de Dijon...

Pendant ce mois, il y a eut un concert de soutien qui nous a rapporté un peu de sous. La totalité des bénéfices sera redistribuée, une partie pour les personnes de Saint-Etienne qui avait été arrêtées lors d'un concert de soutien aux inculpés de Strasbourg et une autre partie qui sera envoyée à un prisonnier actuellement en difficulté puisque son courrier fait l'objet d'une censure très dure et que ses conditions de détention se dégradent. Nous appelons d'ailleurs tout le monde à lui adresser un petit mot pour qu'il ne soit plus isolé comme la direction voudrait qu'il le soit. Vous pouvez nous écrire et nous vous communiquerons son adresse.

Autre chose, depuis quelques mois un collectif de soutien aux sans-papiers suit les péripéties et encadre une famille de Kosovar déboutée de la demande d'asile politique et qui de ce fait a fait une demande d'asile territoriale. Une manifestation et des actions de soutien avait eu lieu et la situation de la famille allait en s'améliorant. Mais tous ne pouvant pas durer. Le père de famille s'est fait arrêter un soir à la gare de Dijon sur dénonciation anonyme. Il était en compagnie d'un albanais qui désirait quitter la France pour se rendre en Angleterre. Le problème qui s'est passé, est que lors de l'interpellation de la police, la personne albanaise avait des faux papiers italiens (en l'occurrence une carte d'identité). Notre ami Kosovar avait été dénoncé comme la personne qui avait procuré les faux papiers.

Bilan, comparution immédiate. Après un procès fantoche où le tribunal via la procureur a essayé de faire de notre ami un escroc qui profite de la misère de ses compatriotes, aucune preuves n'était suffisante pour le condamner, la procureur demandait 6 mois de prison ferme avec mandat de dépôt. Conclusion, la personne albanaise qui possédait les faux papiers et qui les avait utilisés a été remise en liberté à la fin du procès et a été condamnée à 2 mois avec sursis et 5 ans de mise à l'épreuve (il a été fait mention par le tribunal qu'elle était jeune, 18 ans), notre ami a eu beaucoup moins de « chance » et a été condamné à 2 mois ferme avec détention immédiate.

Les espoirs de la famille quand à leur régularisation deviennent de plus en plus flous. Des démarches auprès de certains organismes pour que le père puisse trouver du travail sont tombées à l'eau (bien sûr ils n'ont plus confiance en un étranger qui fait des faux). Ce qui est à déplorer dans cette histoire c'est que la justice se base sur une déclaration anonyme, qu'il n'y avait aucune preuve dans le dossier qui accablait notre ami et que la situation de la famille allait en s'améliorant.

Dès à présent une campagne de soutien devrait être lancée. Notre ami ne parle pas très bien français et pour faciliter un peu sa détention nous appelons le maximum de gens à lui écrire, même s'il ne comprend pas. C'est la seule manière que nous avons de lui témoigner de notre solidarité et de lui faire comprendre qu'il n'est pas seul.

A l'heure actuelle nous ne possédons pas encore son numéro d'écrou mais nous pourrions dans les prochains jours vous le contacter, il suffit ici encore de nous écrire.

Bonne lecture avec ce bulletin assez long, même si encore bien d'autres informations auraient méritées un petit encart.

Abolition des lois antiterroristes ! Libre circulation des prolétaires et des idées !

Quelques évidences utiles à rappeler :

- Les attentats du 11 septembre furent un excellent prétexte pour fourbir encore l'arsenal juridico-policié.
- La flagrance du prétexte s'illustre encore par l'assassinat de Carlo Giuliani à Gènes en juillet 2001.
- Cet arsenal vise les classes "dangereuses" pour la bourgeoisie et son monopole sur nos vies et nos désirs libératoires. Pour garantir leurs profits, les classes possédantes ont besoin de juguler et écraser toute velléité de révolte consensuelle contre l'ordre capitaliste, impérialiste et patriarcal.

Dans les Etats de l'Union Européenne à la pointe de l'abus du prétexte "antiterroriste" pour la répression intérieure : l'Allemagne de Schroeder, l'Italie de Berlusconi, l'Espagne d'Aznar et la France de Chirac et Jospin. La Loi pour la Sécurité Quotidienne, votée sous la "Gauche plurielle" est un excellent exemple d'usage intensif de propagande sécuritaire et de ces lois toujours plus liberticides, visant à étendre la notion de "terrorisme" à toute forme de contestation conséquente du système.

Les projets législatifs de la nouvelle majorité gouvernementale ne risquent pas de diminuer la pratique de l'incarcération de masse (plus de 55 000 prisonnier@s). Parmi eux, plus de deux cent militant@s (chiffre non atteint depuis la grande amnistie populaire de 1981), majoritairement des engagés dans des luttes de libération nationale mais aussi des communistes, anti-impérialistes, antifascistes et anarchistes. Pour autant que la légalité "républicaine" ne soit pas le premier de nos soucis, nous tenons à souligner que, parmi eux, ne cessent de croître les incarcérés actifs dans des structures aussi légales que publiques.

Face à cette situation, les initiatives ne manquent pas. De notre point de vue néanmoins, les efforts de convergences sont insuffisants.

Contre ce déploiement des appareils répressifs, nous avons besoin d'unir nos forces : Là où il y a oppression naît la résistance !

Mais encore, nous voulons promouvoir la créativité des solidarités Si nous sommes militant@s, c'est parce que nous sommes en colère contre tous les rapports qui avilissent, asservissent, rendent misérables les hommes et les femmes. Mais c'est tout autant parce que nous avons misé sur la vie, c'est-à-dire, l'élaboration d'autres relations des humains entre eux. Pour agir sur le monde et élaborer les possibles de nos utopies libératrices, nous avons besoin de la connaissance de ceux qui agissent ailleurs dans le même sens. Nous avons besoin de notre multitude de résistants à l'exploitation et à la destruction pour, face à la brutalité du réel, faire de notre colère un gage d'espoir.

C'est à partir de ce pari que nous mesurons les enjeux de la nouvelle croisade antiterroriste. Elle vient s'ajouter au corpus répressif inextricablement lié à l'offensive néo-libérale. De la croissance du taux d'incarcération aux lois de 1986 réinstaurant une juridiction d'exception, de "Vichypirate" aux textes successifs pour faire des migrants des clandestins corvéables à merci, de l'impunité des auteurs de "bavures" policières à la Loi pour la Sécurité Quotidienne..., les injustices juridiques et pénitentiaires accompagnent inexorablement la croissance des inégalités

Défendre un de nous, c'est nous défendre tous !

En finir avec les cloisonnements !

Réfuter ensemble les présupposés aliénants de la "démocratie" du spectacle !

Défendre ensemble les droits démocratiques d'expression, d'opinion et d'association ! Conquérir ensemble les espaces pour nos agir à la démocratie sociale !

Notes

(1). Parmi les acteurs de cette convergence, observateurs lors des audiences, organisateurs de conférence de presse, signataires d'appel contre cette extradition : LCR, Les Motivé-e-s, Abertzaleen Batasuna, Batasuna, Confédération paysanne, AC! CNT, syndicat LAB, Ne Laissons Pas Faire, Comité des Droits de l'Homme en Pays Basque, DAL, MIB...

(2). Arrêté en décembre 2001 et placé sous écrou extraditionnel uniquement pour ses activités de porte-parole d'une association de soutien aux prisonniers politiques basques, fin juin, il a entendu la Cour d'Appel de Pau d'entériner la demande d'extradition. Lançant dès 2001 la procédure contre lui Garzon et l'Etat espagnol se sont un peu précipités; en janvier 2003, l'affaire aurait été dans le sac de l'entrée en vigueur du mandat d'arrêt européen concernant le "terrorisme". Avantage pour nous, Juan Mari Olanio et sa défense a ainsi pu entamer des recours ; à nous de ne pas être distraits lors de ces échéances.

Premiers signataires : Joëlle Aubron (prisonnière politique), Gaël Roblin (prisonnier politique), Nathalie Ménigon (prisonnière politique), Gérard Bernard (prisonnier politique), Yves Peirat (prisonnier politique), Aitzol Gogorza Otaegi (prisonnier politique), Stéphane Robidart (prisonnier politique), Jean-François Luciani (prisonnier politique corse), Cédric Courbey (prisonnier politique corse)...

DECES EN PRISON : EXTRAITS DE COMMUNIQUES DE BAN PUBLIC

(BancPublic publie maintenant un bulletin d'infos sur le net. Contact jerome@banpublic.org)

3 Septembre 2002

Décès d'un homme de 47 ans à la M.A. de Brest

Dimanche 1er septembre 2002, un homme de 47 ans est décédé par pendaison à la Maison d'arrêt de Brest. Cet homme était en détention provisoire.

5 septembre 2002

Mardi 13 août 2002, Didier Dutheuil a été retrouvé pendu dans sa cellule de la maison d'arrêt de Foix.

Ci-joint la transcription de la lettre manuscrite reçue des amis de Didier Dutheuil.

« Didier Dutheuil est mort à la prison de Foix le 13 août 2002, une semaine avant sa libération. Ses amis ont appris sa mort par le journal "La Dépêche" et ont décidé de tout faire pour que la lumière soit faite sur cette mort suspecte.

"La Dépêche", en relatant les faits, dit que ces co-détenus l'ont trouvé pendu dans sa cellule.

Pourquoi Didier n'était-il pas allé en promenade ? Aurait-il refusé la promenade ? Dans ce cas pour quelle raison l'avait-il refusée ? Etait-il déprimé ? Dans ce cas pourquoi n'y a-t-il eu aucun soutien psychologique ? A-t-il été privé de promenade ? Pourquoi ?

"La Dépêche" dit qu'il avait peur de sortir. C'est exactement ce qui se dit chaque fois qu'un détenu meurt en prison.

Tous les trois jours il y a une mort suspecte en prison. Jusqu'à ce jour, dans tous les cas précédents, les rapports d'autopsie concluent à des suicides... Meurtres ou suicides ? Pourquoi tant de morts en prison ? Didier purgeait une courte peine. Il allait sortir et ses amis l'attendaient. Pourquoi se serait-il suicidé ? Pour cette mort, pour toutes les morts suspectes en prison, nous voulons savoir la vérité. Nous exigeons qu'une enquête soit ouverte. »

PS : à l'appel de ses amis s'était tenue une manifestation devant la prison de Foix le samedi 7 septembre, ainsi qu'un envoi massif de fax et de correspondance au Procureur.

9 septembre 2002

Dans la nuit du dimanche 8 septembre au lundi 9 septembre 2002, un homme de 33 ans, en attente de jugement, s'est suicidé par pendaison dans sa cellule de la maison d'arrêt de la Santé à Paris.

16 Septembre 2002

Mort suspecte d'un homme (...) à la prison de Bois d'Arcy (...) courant août 2002. Agé de 38 ans, il devait sortir la semaine suivante. Sa famille et ses amis se posent des questions sur sa mort.

17 septembre 2002

Jeudi 12 septembre 2002, cet homme est décédé au Centre de Détention de Caen. Il a été retrouvé pendu dans sa cellule vendredi matin.

Agé de 44 ans, il purgeait une peine de quinze ans.

21 septembre 2002

Jeudi 19 août au matin, un détenu âgé de 37 ans, de nationalité suisse, a été retrouvé pendu dans sa cellule de la maison d'arrêt de Besançon.

Le nombre de suicides en prison ne diminue pas.

un suicide tous les trois jours en prison, 7 fois plus qu'en milieu libre

Nombre de suicides et morts suspectes connus à ce jour : 66



PLAINTE CONCERNANT LES PARLOIRS

A Monsieur le directeur de la **maison centrale de Poissy** : D.Voituron

Monsieur,

Nous, détenus incarcérés à la maison centrale de Poissy, avons l'honneur de déposer une plainte auprès de vous, en vertu de l'article D259.

Les parloirs sont dans un tel état, qu'ils mettent en danger nos enfants et nos familles qui viennent en visite et les dits parloirs ne sont pas en conformité.

En premier lieu, la salle de jeux des enfants n'est que trop souvent inondée, les faux plafonds sont branlants et menacent de tomber, mettant ainsi en danger nos enfants et nos familles. Ce dimanche 8 septembre 2002, le personnel pénitentiaire a placé une chaise pour bloquer l'accès à la salle de jeux des enfants. Le surveillant en poste au parloir ayant dit que les faux plafonds risquaient de s'effondrer. La salle d'attente des familles, autant que les parloirs sont malpropres. Nos recevons nos familles sans aucune intimité. Le parloir est un lieu où l'on se ressource, qui nous permet de maintenir des liens avec nos familles. Le parloir de Poissy ne génère que stress et tensions tant au parloir, qu'en détention, résultat d'une promiscuité trop grande et d'un manque d'intimité. En regard des articles 251-1 et D405, ainsi que la note DAP n°D27 1011 datée du 23 mars 1983, spécifient :

Pour les parloirs « multi-familles aménagés, la norme de 6,50 m² par détenu visité sera retenue. Chaque poste de parloir sera « équipé d'une table de 0,60x0,60 et de 4 chaises et sera entouré, sur 3 cotés de cloisons de 1,40m de haut, permettant une isolation phonique d'un poste de parloir à l'autre ».

C'est pourquoi, et selon l'article D259 du Code de Procédure Pénale, nous portons plainte auprès de vous.

Fait à Poissy le 10 septembre 2002

GEORGE KARAKASIAN CONDAMNÉ A SEPT MOIS DE PRISON

Le 4 septembre, le camarade anarchiste George Karakasian a été condamné à sept mois de prison par la cour principale de Nicosia (Chypre) pour avoir 'frappé un policier' lors d'une manifestation devant le logement de l'ambassadeur d'Israël à l'occasion d'une fête pour célébrer l'anniversaire de l'Etat d'Israël. Il a aussi une amende de 120 pound pour 'possession de matériel explosif' ; une vieille balle trouvée chez lui lors de la perquisition qui a suivi le rassemblement.

George a déclaré devant la cour qu'il ne comptait pas s'excuser et qu'il ne se sentait pas coupable pour ses actes car le flic est un exécutant de l'autorité et du sionisme et qu'il ne demandera pas la clémence du tribunal. Il n'a pas parlé du fait qu'il c'est méchamment fait tabasser après son arrestation et emmené à l'hôpital pour se faire soigner. Le lendemain son dossier médical avait d'ailleurs 'disparu' des archives de

l'hôpital.

Le juge a annoncé que George soutenait une 'idéologie de violence', que les 'crimes' qu'il avait commis était très sérieux, et qu'il n'avait pas d'autres options que de l'envoyer en prison. C'est la première fois qu'un anarchiste passe en procès sur cette île, et il est clair que c'est la vraie raison pour laquelle le juge devait le maintenir en prison.

Nous ne doutons pas de l'identité des vrais criminels: les juges comme Michael Papamikael qui distribue des années de prison comme si c'étaient des bonbons ; les chiens de garde du capital qui lors de la manifestation ont laissé la voie libre à leur violence psychotique et ceux présent à cette fête de la mort décadente ; les matons et tous ceux impliqués dans la construction et la gestion des prisons ; les médias qui déforment la réalité, fournissons des opinions toutes faites qui maintiennent la passivité et la

Liberté pour George Karakasian !

Détruisons toutes les prisons !

résignation ; les soldats qui obéissent aux ordres en massacrant hommes, femmes et enfants sans défense....la liste est sans fin.

Le moment le plus beau est quand la confrontation avec toutes les choses qui nous oppressent se passe par l'expression de notre passion égalitaire et solidaire. Cette passion ne peut être détruite. La flamme insurrectionnelle, la volonté de vivre, passera par les ruines des prisons et tribunaux... Car on ne peut capturer un homme libre dans une cellule. Même le pouvoir d'autorité le plus inhumain n'est pas assez fort pour éradiquer ce que nous avons en nous. Cela ne peut détruire notre volonté de se battre, notre moteur à nous tous : la révolution sociale, quand la libre expression de la nature humaine ne sera plus un concept abstrait, mais prendra forme de cette même passion qui nous pousse à nous battre.

Des camarades du groupe anarchiste de Chypre

SUISSE : DERNIERES NOUVELLES DE MARCO CAMENISH

Emanuela, compagne de Marco, a pu lui rendre visite les lundi 2 et mardi 3 septembre, à raison d'une heure par séance. Elles auraient dû durer une heure chacune, mais ce privilège dépassait les bornes aux yeux des emprisonneurs suisses. Bien sûr, les conditions de détention spéciales auxquelles il est soumis trainant en longueur, Marco ne va pas très bien.

Mais sa rage et sa volonté de combattre n'ont pas fait défaut. Il a demandé quelques jours avant les journées de solidarité, d'élargir celle-ci à Nicola Bortone, déjà condamné en Italie.

Mais les choses ont entre temps très mal tournées pour Nicola. Celui-ci a déjà été extradé en Italie, remis aux autorités qui l'ont placé dans une prison du centre du pays. Ces deux enfants, âgés de 4 et 6 ans, qui vivent en suisse, ont été accueillis par des amis. Ils voudraient continuer de rendre visite à leur père, même s'il est emprisonné, mais Nicola craint que la loi italienne ne puisse les lui retirer. Il doit purger une peine de 5 ans, prononcée en 1989, pour 'association subversive', mais la presse italienne a déjà préparé de terrain afin de l'assimiler à l'assassinat de d'Antona.

Le 13 septembre, pendant la journée internationale, un rassemblement s'est déroulé devant le consulat suisse de Bologne. Une banderole 'solidarité sans frontière. Liberté pour Marco et Nicola !' a été déployée.

Une compilation de textes de Marco et d'éléments biographique vient d'être réalisée. Ecrivez à Scil'baro ou à notre adresse pour en recevoir. Des cartes postales de soutien à Marco sont également dispo à la même adresse. Scil'baro, 8 rue Lissignol, 1201 Genève, Suisse.



COMITE DE LUTTE CONTRE LA BARBARIE ET L'ARBITRAIRE

COMMUNIQUE DE PRESSE – 28 SEPTEMBRE 2002

L'inacceptable Arbitraire...

Le militant politique Georges Ibrahim ABDALLAH se retrouve à l'isolement à Fresnes (France) depuis la mi-septembre. Pour quelles raisons ? Mais tout d'abord un petit rappel sur le parcours de Georges Ibrahim

Abdallah. Il est incarcéré en France depuis 18 ans pour avoir lutté, au sein des Fractions Armées Révolutionnaires Libanaises (FARL), contre l'occupant sioniste qui envahissait son pays le Liban et massacrait femmes et enfants

avec la bénédiction appuyée des impérialistes US. Ses actions sur le territoire français lui ont valu un procès sans précédent, et une peine de réclusion à perpétuité assortie de 16 années incompressibles. Mais être privé de sa liberté ne peut pas – et ne doit pas – empêcher un militant politique de continuer la lutte.

Devant l'insoutenable occupation de la Palestine par des forcenés sionistes "sans foi ni loi", devant les pires exactions commises par le criminel professionnel Sharon (et ses sbires) en Palestine occupée, devant la dramatique situation des prisonniers politiques palestiniens (femmes, enfants mineurs et hommes de tout âge) embastillés dans les geôles sionistes, il était bien normal que la voix de Georges Ibrahim Abdallah se fasse entendre dans l'enceinte d'une prison française et au dehors.

Parce que les prisonnières palestiniennes de la Neve Tirza Prison (Israël) ont été sauvagement molestées dans la nuit du 27 au 28 juillet, 130 prisonniers de la centrale de Moulins (près de Vichy, Allier) ont refusé les plateaux-repas de l'Administration Pénitentiaire en solidarité avec les prisonnières palestiniennes en grève de la faim pour que cessent les traitements inhumains et dégradants auxquels elles sont soumises tous les jours. Ces 130 refus de plateaux n'ont entraîné aucun désordre. Que cela soit clair, tout s'est passé "tranquillement" mais avec force et conviction.

Comité de Lutte contre la Barbarie et l'Arbitraire, 777 bd des Nations Unies, 13300 Salon (France)

L'administration pénitentiaire n'a pas trouvé cela à son goût, certes, et qu'un militant politique lutte encore après 18 ans de bagnage reste pour l'A.P. quelque chose d'incompréhensible et d'inopportun. Il fallait donc briser le plus vite possible cet élan de solidarité, et éloigner Georges Ibrahim Abdallah de ses co-détenus de Moulins. L'administration prétextait donc un mouvement de protestation dans la centrale (rien à voir avec la Palestine !) pour extraire Georges Ibrahim Abdallah et l'envoyer à l'isolement à Fresnes. La France se déshonore un peu plus chaque jour en exerçant une farouche répression contre les militants révolutionnaires ; il est vrai qu'une certaine France a souvent préféré Vichy à la Résistance, et des relents putrides se rappellent à nous. Nous vous appelons à témoigner votre entière solidarité à Georges Ibrahim Abdallah en lui écrivant une petite carte à l'adresse suivante : 90 33 73 HDC – QI-92, Allée des Thuyas, 94261 – Fresnes Cedex (France)

Nous n'acceptons pas l'acceptable mesure répressive qui frappe Georges Ibrahim Abdallah. Ne laissons pas de telles basses manœuvres se perpétuer contre l'un des nôtres. Ne rien faire, c'est toujours être complice ; se taire aujourd'hui serait être complice de l'infamie machine fascisante qu'est la prison et ses rouages...

La place de Georges Ibrahim Abdallah est au Liban, non en France : il doit être expulsé immédiatement.

LES REFUGIES POLITIQUES ITALIENS

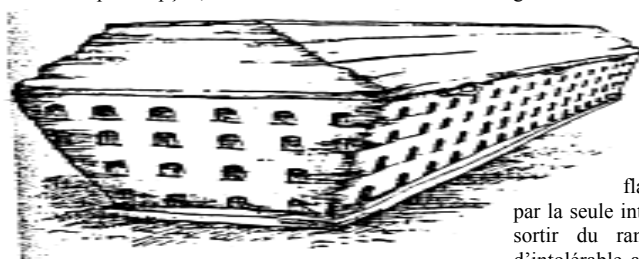
Comme vous l'avez peut-être lu dans le bulletin précédent, ou entendu le mois dernier à la radio, Paolo Persichetti, l'un des 100 réfugiés politiques italien-ne-s ayant fait la répression contre les acteurs d'extrême gauche des « années de plomb », a été brutalement arrêté et extradé manu militari vers l'Italie. Inutile de dire que ceux qui, de l'autre côté de la barricade en cette période insurrectionnelle, se livraient à des attentats massacrés aveugles tels que celui de la Piazza Fontana ou de la gare de Bologne, n'ont jamais été inquiétés. Toujours est-il que 20 ans plus tard, c'est le reste de cette communauté italienne qui se voit sérieusement menacée de subir le même sort. Pour plus d'info, les détenteurs d'ordinateurs peuvent aller consulter le nouveau site : <http://internetdown.org/paololibero/>. Le texte qui suit est un appel à une manifestation qui s'est déroulée le 21 septembre, place de l'Opéra à Paris.

C'est arrivé chez vous. Samedi 24 août 2002, un homme se rend à vélo chez un ami, dîner. Il est huit heures. Dans le hall d'immeuble où il entre, quatre hommes l'attendent. Ils ont vite fait de se saisir de lui et de l'embarquer dans leur voiture banalisée. Cinq heures plus tard, on les retrouve sous le tunnel du Mont-Blanc, livrant leur homme à la police italienne. Le lendemain, sur toutes les ondes, ce vulgaire kidnapping s'appelle "extradition", et le jeune professeur de faculté qui en a fait l'objet devient un "terroriste".

Hier encore, Paolo Persichetti faisait partie de ces dizaines d'Italiens poursuivis dans leur pays en vertu des lois d'exception et que l'Etat français refusait de donner. Et en effet, chacun peut apprécier tout l'ubuesque de la décision qui frappe Paolo : condamné en appel à une peine "exemplaire" de 22 ans sur la base des déclarations d'un repentir dont le témoignage fluctuant n'avait pas même été retenu en première instance, et ce pour simple complicité morale avec le communisme combattant des années 80. Il y a trente ans, en Italie, un ordre social verrouillé rencontrait à tous ses échelons le refus d'obéir, de payer et de travailler le refus de se laisser exploiter. Dix ans durant, toute autorité se trouva minée par l'expérimentation sauvage de rapports inédits entre les êtres et la disposition insurrectionnelle à en découdre. La seule voie que trouva le pouvoir italien pour se survivre, ce fut la "lutte antiterroriste", les "lois d'exception" et la prime à la délation, sur fond de massacres d'Etat.

20 000 procès furent lancés et 5 000 camarades emprisonnés, non pour ce qu'ils avaient fait, mais pour ce qu'ils étaient : des rebelles.

Reconnaissant confusément cette situation, l'Etat français avait à l'époque accordé une sorte d'asile politique aux réfugiés italiens. Mais entre-temps, l'implosion des sociétés capitalistes ayant suivi son cours, c'est plutôt elles qui ont fini par s'aligner sur l'état d'urgence italien. Des "lois antiterroristes" sont à leur tour passées à l'échelle européenne qui permettent de détenir quiconque sur un simple soupçon, couvrent tous les crimes et



délits possibles mais en triplant au passage les peines encourues. On prépare pour 2004 l'introduction du mandat d'arrêt européen dont la principale vertu est tout de même d'être rétroactif. Sous la démocratie espagnole, on interdit légalement des partis politiques. Ici, on adopte des lois comme la Loi sur la Sécurité Quotidienne (LSQ) dont même les parlementaires qui l'ont votée doivent reconnaître qu'elle est

anticonstitutionnelle, mais bon « le 11 septembre » etc., etc. Qu'un gouvernement d'escrocs notoires fasse à un autre régime d'escrocs plus notoires encore la grâce de rouvrir le dossier d'une insurrection que l'on croyait close dit assez comme il se sent vulnérable au moindre tumulte.

Nous n'affirmons pas que l'extradition de Paolo Persichetti concerne chacun en vertu d'une simple solidarité sentimentale, mais parce que c'est par ce genre d'arrogances qu'un gouvernement teste le niveau de résistance de sa population. Parce qu'il est dans les mœurs de tout régime de Terreur de déclarer "terroriste" ce qui est résolu à le combattre. Parce qu'un ordre qui n'a plus d'autre justification que les flashballs qui le protègent conjure par la seule intimidation la nécessité pour tous de sortir du rang. Et parce qu'il n'y a rien d'intolérable avant que l'un ou l'autre ait décidé de ne plus laisser faire. Paolo nous écrit de Rome qu'il s'agit de briser toute velléité de mettre en marche une machine à extraire". Un tel résultat dépend à présent de la construction d'une vaste offensive contre un ordre à la fois périmé et triomphant. - Liberté pour Paolo Persichetti - Refus de toutes les extraditions - Amnistia !

BREIZH

LETRE DE GAEL ROBLIN DU 16 09 02

Comme rapporté par la presse, j'ai entamé des démarches assisté de mes avocats afin de récuser les juges anti-terroristes en charge de mon dossier et la juridiction dont ils dépendent.

Je suis maintenu en détention contre l'avis du procureur en charge de la section anti-terroristes qui estime, à juste titre, qu'il n'existe pas d'éléments m'impliquant dans la commission d'attentat dans mon dossier. C'est à ce titre que le parquet se joint à mes avocats pour demander ma mise en liberté.

Cette situation effarante est due aux juges d'instruction prétendument impartiaux qui n'ont cessé de manifester leur hostilité à mon égard et à l'encontre du Parquet dans leurs réquisitions. Il y a donc conflit d'intérêt et cela nuit à la sérénité des débats, ce qui est contraire au code de procédure pénale.

En plus d'avoir réussi le tour de force de maintenir en détention pendant 28 mois sans jamais m'avoir interrogé sur la base d'éléments m'impliquant dans la commission d'attentat, ces magistrats argumentent par écrit leur désir de me maintenir en détention en mettant en avant "l'influence incontestable de Roblin sur le mouvement indépendantiste Breton malgré deux ans de préventive", "...son attitude, sa personnalité et son engagement affirmé au sien du mouvement Emgann...".

Malgré mes 28 mois de détention éprouvants qui n'ont manifestement et ouvertement qu'un but, celui de me briser humainement et politiquement, je reste combatif et fidèle à la cause indépendantiste.

Quel qu'en soit le prix, j'entends prouver à travers mes ultimes démarches le caractère inique et politique de ma détention et alimenter également le nécessaire débat pour l'abolition des lois anti-terroristes. Et ce même si les autorités judiciaires françaises compétentes couvriront les juges anti-terroristes et leurs pratiques liberticides dignes de la Turquie ou de la Tunisie.

Au vu de la jurisprudence en la matière, la Cour Européenne des droits de l'Homme ne manquera pas elle de condamner la France pour le traitement qu'elle m'inflige afin de faire taire le mouvement indépendantiste breton.

NANTES : le lundi 24 juin 2002, à Nantes, deux prisonniers politiques bretons Gaël Roblin et Kristian Georgeault comparaissaient pour une histoire de bagarre avec des policiers aux côtés de quatre autres militants indépendantistes. Le jugement, dont le texte complet est long et détaillé, a été rendu le lundi 16 septembre 2002. Kristian Georgeault est relaxé, tant il était apparu comme une évidence à l'audience que les enquêteurs avaient monté un - coup - contre lui. Gaël Roblin est condamné à deux mois de prison avec sursis. Deux autres militants écopent de prison avec sursis : un mois pour l'un, quatre mois pour l'autre. Deux peines de prison ferme ont enfin été prononcées, l'une de neuf mois, l'autre de quatre mois.

ALAIN SOLE EN GREVE DE PLATEAUX LE SILENCE DE L ADMINISTRATION

Samedi 28 septembre, j'ai reçu une lettre d'Alain m'annonçant qu'il se mettait en grève de plateaux. La nouvelle et le motif ne m'a pas surpris : depuis quelques temps, mes lettres ne lui parviennent plus, et à l'occasion du dernier parloir, un livre que je lui ai apporté (c'est vrai que les surveillants aussi ont le droit de se passionner pour les mémoires de Gerry Adams !) avait disparu.

Aussitôt cette lettre reçue, je téléphone à la maison d'arrêt de Nanterre. Bien sûr, le week-end, c'est pas le bon moment pour trouver un peu de compréhension, obtenir simplement des nouvelles rassurantes. Le surveillant d'astreinte me répond qu'"ici, ils sont bien suivis" (interdit de songer aux précédents fâcheux de manque de

soins pour Alain et certains autres parmi les prisonniers bretons, ce serait du mauvais esprit). De toutes façons, "les problèmes de courrier, c'est normal, il est en préventive". Ah bon? L'instruction est close, soi-disant, et alors que pendant des mois le courrier arrivait normalement, subitement rien ne va plus...

Arrive le lundi matin tant espéré : contrairement à d'habitude, pas de lettre d'Alain. J'espérais une lettre qui dise que tout s'est arrangé... Non, et bien reprenons le téléphone. Dommage, l'assistante sociale d'Alain a pris son lundi matin, et on ne peut rien me dire (le respect des proches de prisonniers, c'est comme l'humanisation des prisons, ce sont des mots). J'insiste poliment, mais comme je viens de passer deux heures à essayer (en vain) d'avoir en ligne le service des parloirs, il me faut absolument une réponse : je finis par savoir, au moins, qu'Alain se trouve toujours à Nanterre.

Début d'après-midi, je repars à l'attaque. Si Alain est toujours en grève de plateaux, c'est son quatrième jour, et personne n'a de nouvelle... Alors, forcément, l'angoisse est là... J'obtiens enfin son assistante sociale. Attention, il faut montrer patte blanche, raconter à quel titre on appelle. Ouf! premier obstacle franchi! Le second est quasiment une fin de non-recevoir : "vous savez, on ne peut pas forcer quelqu'un qui est en grève de la faim à manger".

Comme si c'était mon but! Il ne faut pas croire que les proches soient toujours des moutons de la pénitencière, madame l'assistante sociale! Bon, une fois le débat recentré, je lui pose les questions primordiales : a-t-il été reçu par le Directeur? a-t-il obtenu des réponses précises concernant ces retenus de courriers? est-il encore en grève

de plateaux? Elle ne sait pas, il faut que j'attende, elle me rappelle... Le temps pour moi d'apprécier la philosophie pénitentiaire...

L'assistante sociale m'appelle : "votre ami va bien, le problème du courrier vient de la Poste".

Cette dame devrait se méfier : ce n'est pas bien de dire de grosses bêtises (aucun problème à la Poste n'entraînerait la disparition complète et ciblée de courriers) et de vouloir rejeter les responsabilités sur des personnes ou institutions extérieures... Et puis, impossible de savoir s'il est ou non en grève de plateaux ("je n'ai pas le droit de vous le dire"). Quant au "il va bien", ça ne veut rien dire...

Aujourd'hui, en pleine incertitude, il faut tout de même rappeler :

- qu'il est inadmissible qu'il y ait de tels dysfonctionnements dans le courrier, surtout lorsque l'instruction est terminée (après 3 ans de préventive, il est temps!);
- qu'il y a à Nanterre, très régulièrement, des vols de timbres par les agents chargés du contrôle du courrier, et ce dont Alain a été à plusieurs reprises victime;
- qu'une fois de plus, l'attitude de l'Administration est déplorable vis à vis des proches, en les laissant sans nouvelles.

Cette semaine, Alain commence sa quatrième année de détention préventive. Témoignez-lui votre solidarité en lui envoyant une carte, une lettre... ce sera aussi un moyen de montrer à la Justice qu'on ne se laisse pas impressionner par leurs mesquineries!

Alain Solé, 17348 - A - 302, maison d'arrêt, 133 avenue de la Commune de Paris, BP 1414, 92 014 Nanterre cedex

Gwénola, lundi 30 septembre 2002.

Extrait d'un communiqué de l'AFP :

NANTES, 6 sept (AFP) - Le conseil régional des Pays de la Loire a été évacué, vendredi peu avant 18h30, à la suite d'une alerte à la bombe communiquée à l'AFP par un correspondant anonyme se réclamant de l'Armée révolutionnaire bretonne (ARB), (...) L'ensemble des fonctionnaires et élus présents sur place, dont le ministre des Affaires sociales François Fillon et sa collègue Roselyne Bachelot, en charge de l'Ecologie et du développement durable, ont été évacués pendant que la police fouillait les locaux de l'hôtel de région.(...) Le correspondant qui avait appelé l'AFP à 18h00 a annoncé que "deux explosions se produiraient en protestation contre le maintien en détention des prisonniers politiques bretons, l'une à 18h30 à l'hôtel de région, et l'autre à 19h00 au Palais de justice" de Nantes(...).

VOLKERT VAN DES G., UN AUTRE REGARD L'ENNEMI PUBLIC N°1 DE HOLLANDE.

Le 6 mai dernier, vos l'avez sûrement entendu, était abattu de plusieurs balles le politicien d'extrême droite Pim Forthuy, à la sortie d'un studio de radio, dans une petite ville proche d'Amsterdam. Un homme de 32 ans, Volkert van des G., est arrêté quelques minutes plus tard, en possession d'un flingue. Les preuves matérielles contre Volkert sont accablantes. Celui-ci a utilisé son droit à ne rien dire et s'est limité à donner son nom, son adresse, et nommer l'avocat avec qui il voudrait prendre contact. Depuis, c'est le silence.

Silence aussi dans la cellule d'isolement où il se trouve bien vite placé, surveillé 24/24H par une caméra, la lumière

restant allumée en permanence afin que ses moindres mouvements puissent être épiés pendant la nuit.

Ce n'est par contre pas le silence dehors, dans la rue, où des hordes de citoyens, abreuvés de déclarations de journalistes et de politiciens visant à faire croire que ce meurtre est plus grave qu'un autre, sortent telle des marionnettes pour réclamer justice et exprimer leur solidarité envers la pauvre extrême droite hollandaise, qui d'ailleurs se porte plutôt bien. Dans ce pays où si rares sont les événements venant troubler une paix sociale tant cultivée, cet assassinat a fait l'effet d'une onde de choque. Il nous a été triste de constater l'attitude des milieux s'affichant comme

antagonistes qui se sont fondus dans l'hystérie collective ayant immédiatement suivi la mort du fasciste Forthuy. C'est beau et bien un mode de pensée voisin de notre peste citoyenne qui domine, depuis une grande partie de lieux occupés jusqu'à une pléthore d'associations, « groupes activistes », infiniment plus agressifs contre qui ne s'adapte pas à leur contestation intégrée que contre ceux qu'ils prétendent combattre. Alors pensez-vous, l'événement du 6 mai, même s'il frappait un fasciste affiché, en plus de retirer à l'Etat son éternel monopole de tuer, retirait également à la scène activiste son monopole de protester comme il faut.

Ne nous méprenons pas : il ne s'agit pas pour nous de valoriser le geste de Volkert par rapport à des actions non-violentes, mais encore une fois de déplorer cette unanimité aveugle, stupide et effrayante, cette union sacrée de presque toute une population orchestrée par et ne servant que le pouvoir. Les occasions de nous interroger sur ce genre de choses n'ont pas manqué depuis que, paraît-il, « nous sommes tous des américains », ou depuis qu'au lendemain du 1^{er} tour, la loi du plus grand nombre établissait clairement que le seul comportement antifasciste cohérent consistait à courir voter Chirac.

Si Pim Forthuyn, politicien raciste qui était en train de bondir dans les sondages relatifs aux élections qui ont suivi sa mort, ne s'attirait sûrement pas la sympathie de tout le monde, c'est bien cette infâme paix sociale en péril qui en a poussé tant à descendre bêler dans la rue. Devons-nous rappeler que des squatters d'Amsterdam sont venus témoigner leur compassion, banderole à la main ? Des militant-e-s, même les plus pacifistes, n'ont-ils pas infiniment plus d'énergie à investir ailleurs ? Vous imaginez-vous défendre le sacro-saint dialogue démocratique avec le Front National le jour où l'un de ces cadres est abattu ? Ou prôner cette espèce de tolérance, que l'on nous inculque très tôt mais qui ne vise qu'à nous forcer à cohabiter avec les responsables de notre agonie ? A moins que la peur d'être assimilé à Volkert dans le cadre de l'enquête en cours explique ce comportement, alors toujours incompréhensible à nos yeux.

Le slogan « un bon faf est un faf mort » semble donc perdre nombre de ses partisans si cette mort n'est pas accidentelle. Ce n'est pas le cas pour nous qui aurions aimé aller le chanter à Amsterdam, au risque d'un lynchage public. Faire de la politique et jouer avec la vie d'entière population n'a jamais été sans risque. Il n'est peut-être pas utile de souligner encore ne fois que de telles mobilisations n'ont jamais lieu si les assassinats se déroulent plus loin et de façon massive.

Quant à Volkert, nous en savons très peu sur lui. Il était impliqué dans un collectif (association ?) qui menait des procédures légales contre l'industrie agrochimique. Son action contre le Pim était préparée. Il n'a depuis pas fait de

commentaires sur son geste. Il a été placé le 8 mai, bien qu'étant toujours prévenu, dans une section psychiatrique où, en dehors de ses avocats, tout contact avec le monde extérieur lui était totalement refusé. Ces mesures incluaient l'interdiction de la presse et, comme nous l'avons dit, sa vidéosurveillance et l'éclairage ininterrompu de sa cellule. Une équipe de 55 chercheurs a été nommée pour enquêter sur l'assassinat. Il a été transféré trois semaines plus tard dans un quartier affecté à la détention du même complexe pénitentiaire, dans une cellule neuve d'une valeur de 50 000 euros, construite de façon à permettre sa vidéosurveillance. Il fut à partir de ce moment autorisé à lire les journaux, à regarder la TV, et à recevoir des visites.

La nature politique de son geste, aussi bien que l'importance du politicien abattu, ont déterminé des décisions importantes des autorités permettant le maintien de conditions de détention particulièrement barbares. On a déjà vu avec le cas de Marco Camenish en Suisse que dans ces pays si démocratiquement correct, la sauvagerie contre les irrécupérables ne connaît aucune limite. Ainsi, le Conseil de Mise en Application du Droit Criminel (Raad voor Strafrechtstoepassing) s'étant prononcé pour la suspension immédiate de la télésurveillance de Volkert van der G., le ministre de la Justice a dès le lendemain introduit un nouveau règlement entérinant la vidéosurveillance permanente. Les avocats de Volkert, qui avaient porté plainte contre la présence de caméra dès l'incarcération de Volkert, ont baptisé cette mesure un « règlement Volkert ».

Entre-temps, le 12 juillet, Volkert van der G., entamait une grève de la faim, exigeant le retrait de la caméra et la coupure de la lumière pendant la nuit. Trois jours plus tard, le ministre remplaçait la caméra classique par une caméra à infrarouge, de façon à ce que Volkert puisse être surveillé la nuit, mais sans lumière. Ce dernier n'a pas été dupe et a poursuivi sa grève. Celle-ci a pris fin malgré tout le 19 septembre, après 70 jours. D'après tout ce que nous savons, le seul soutien dont Volkert ait bénéficié n'est pas venu de la scène

antifasciste, mais des détenus eux-mêmes. Ceux-ci ont fait circuler une pétition appuyant les revendications de Volkert, au cours du mois d'août. Geste de solidarité que nous saluons d'autant plus qu'il vient de ceux qui disposent de si peu de moyens d'agir. Volkert a, selon toute vraisemblance, seulement obtenu davantage de visite et de promenade, mais sa revendication principale, le retrait de la caméra, n'a pu être arrachée.

Nous voulions déjà rendre compte de cette grève de la faim dans le dernier bulletin, mais il nous était difficile de trouver des sources provenant du « mouvement », tant celui se terre dans l'indifférence. Un petit tour sur le site d'Indy média-hollande n'a fait que nous irriter davantage. Après deux mois de grève de la faim, à l'heure où le gouvernement parlait de modifier la loi une nouvelle fois afin d'être en mesure de nourrir Volkert par injection, des débats se succédaient sur les colonnes d'Indy média, nous révélant à quel point ce site est « indépendant ». Indépendant, sûrement pas par rapport au discours officiel, les progressistes d'Indy média insultant ouvertement Volkert (le traitant de lâche car il n'a pas fait de déclaration publique), ou débattant confortablement de la pertinence d'une loi Volkert autorisant la nourriture par injection, au nom de l'intérêt commun à le voir être jugé. Sans nous épargner les sempiternelles condoléances envers Forthuyn et sa famille. Bref, pour chercher des sources, nous aurions pu tout aussi bien consulter les journaux hollandais les plus réactionnaires, et Indymédia nous montre une nouvelle fois que sa conception du journalisme n'a jamais rien eu d'alternatif. Ils/elles ne semblaient pas réaliser que c'était de la vie d'une personne qu'il s'agissait.

Soit, nous aimerions nous aussi savoir dans quel perspective Volkert van der G. a agit. Il nous était difficile de ne pas sourire lorsque la radio a annoncé que l'assassinat de Forthuyn était sans doute en lien avec ses propos sur la réintroduction de la fourrure en Hollande, tant le nombre de cibles bien plus directes est élevé. Enfin, quand on nous raconte que le Mollah Omar se tire d'Afghanistan en mobylette, on se dit que la supercherie n'est après tout pas si énorme. Ce qui est certain, c'est que notre soutien moral, puisque nous ne pouvons pas faire grand chose d'autre, va en direction de Volkert ainsi que notre inconditionnelle appui envers ses revendications.

Contactez-nous si vous voulez recevoir son adresse.



PROCES DE JUANRA

Dans les bulletins n°37 et n°41 nous vous parlions de la situation de Juanra qui avait été arrêté en hollande pour avoir un lien présumé avec ETA. Ce n'est pas la première fois que la Hollande se livre à ce genre de collaboration avec l'Etat tortionnaire en ce qui concerne le cas de réfugiés basques. Voici une interview de lui issue du journal allemand Jungle World du 11. 9. 02. Son procès a eu lieu le 17 septembre, et le délibéré, que nous ne connaissons encore pas, a été reporté au 1^{er} octobre.

« Quand la procédure d'extradition contre vous a commencée, est-ce que vous vous êtes attendu à une libération conditionnelle ?

Honnêtement, non. On ne doit jamais perdre l'espoir, mais ayant analysé mon cas et la situation internationale, je n'y croyais plus. Le vendredi 21 juin mon avocat venait me voir pour la dernière fois dans la prison de Vught. Et dans sa voix, il y avait de la puissance. Il voulait lutter et porter plainte contre l'Etat espagnol pour violation des droits de l'Homme. Cinq jours plus tard, j'étais libéré en attente de mon procès.

Mais on vous reproche, et ce n'est pas rien, d'être membre de l'organisation clandestine basque ETA.

En Espagne, les procureurs n'ont pas besoin de prouver quoi que ce soit aux juges. Ceux-ci croient tout ce que dit la police. En ce qui concerne des délits qui ont un lien avec le terrorisme, donc des délits

politiques, les politiciens, les procureurs et les juges forment une unité. Une unité qui fait le procès aux personnes, qui les accuse et les enferme; des fois avec des preuves, des fois sans et des fois avec des preuves qui ont été obtenues sous la torture. Ça a toujours été comme ça et ça va rester comme ça encore un moment.

Ca sonne comme la théorie de la conspiration.

Ca peut sonner incroyable, ou manipulé idéologiquement. Mais beaucoup d'entre nous en Catalogne, en Pays basque ou dans d'autres parties de l'Espagne l'ont intériorisé, parce que nous l'avons vécu et que nous le vivons encore.

Dans mon cas, le procureur Enrique Molina s'est même contredit. Les documents qu'il a envoyé au tribunal d'Amsterdam, contiennent de nombreux mensonges. Il soutient que j'aurais envoyé les adresses de deux

membres de l'organisation nazie Cedade à ETA. La justice espagnole appelle cependant Cedade une "association d'entrepreneurs".

Le juge néerlandais fut perplexe, même ennuyé. L'Etat néerlandais a des principes moins souples que l'Etat espagnol. Il paraît que le tribunal néerlandais n'est pas prêt à soutenir mon extradition, si elle n'a pas de raisons. Et elle n'a pas de raisons.

S'il n'y a pas de preuves, pourquoi avez-vous été arrêté et gardé en prison pendant six mois ?

Le juge Polanco du tribunal national de Madrid a décidé le 31 décembre de l'année dernière d'un mandat d'arrêt international contre moi. Dans celui-ci, on m'accusait de soutien à un groupement armé. Le police néerlandaise a été informée et à cause de la collaboration étroite entre la justice espagnole et la justice néerlandaise, j'ai fini par être arrêté.

Selon les déclarations des procureurs espagnols j'étais une personne dangereuse, ils m'ont donc fait arrêter par une unité spéciale et mis dans la prison de haute sécurité de Vught.

Les autorités espagnoles s'appuient sur des déclarations de témoins.

Le fondement des accusations sont les déclarations du membre présumé de ETA Fernando Garcia Jodra de Barcelone.

Ces déclarations ont été faites pendant une détention en isolement de cinq jours et sous la torture. Ces déclarations n'ont pas été confirmées devant un juge et, encore en prison, Jodra a porté plainte pour torture.

Dans aucun Etat qui se veut un Etat de droit, ces déclarations n'auraient eu de la valeur juridique. Mais : Spain is different.

En Espagne, sous ces conditions, vous auriez été condamné ? Où qu'est-ce qui se serait passé ?

D'abord ils m'auraient amené à Madrid, ou j'aurais sûrement été isolé au début et puis torturé pendant cinq jours. Qui peut savoir ce qui se serait passé par la suite - sous la torture physique et psychologique et le mauvais traitement habituel. De nombreuses personnes qui ont subi la torture signent à la fin tout ce que la police veut qu'elles signent : des accusations contre elles mêmes ou d'autres.

Est-ce que vous voyez une différence entre les systèmes démocratiques en Espagne et au Pays bas ?

Les deux sont des démocraties parlementaires et je pense que les deux font

la même chose. Mais il y a quand même une différence énorme quand on regarde l'état de droit. Dans l'Etat espagnol, il n'y a pas de séparation des pouvoirs. Les juges de la cour suprême sont nommés par le sénat, il n'y a pas de justice indépendante. Les libertés citoyennes, individuelles et collectives, sont beaucoup plus développées au Pays bas qu'en Espagne.

Lorsque nous parlons de l'Etat espagnol, nous devons tenir compte du fait que contre celui-ci il y a eut de nombreuses plaintes de la part des institutions comme Amnesty international, le comité pour l'empêchement de la torture et la commission des droits de l'Homme de l'ONU.

Vous avez passé, en tant que membre présumé de l'ETA, presque 6 mois dans la prison de haute sécurité de Vught. Ce n'est pas là qu'on s'attend à des conditions de détention agréables.

Bien sûr, elles étaient dures, car pour moi, il y avait le plus haut degré de sécurité. Il y avait des caméras partout et tout ce que je faisais était enregistré. Je n'avais presque pas de contact avec les autres prisonniers,

j'étais quasiment isolé. Toutes les lettres, tous les appels étaient surveillés, des t-shirts politiques furent retenus, ainsi que des lettres et une grande quantité de livres.

Je n'avais pas le droit de lire des livres qui venaient de l'extérieur. Je ne pouvais faire du sport que deux heures par semaine et en somme je ne pouvais sortir de ma cellule que 12 heures par semaine, afin de voir huit autres prisonniers qui se trouvaient dans le même cas que

moi. C'est la solidarité énorme qui m'a aidé à supporter cette situation.

Mardi prochain on va définitivement décider par rapport à la demande d'extradition des autorités espagnoles. Est-ce que vous craignez une extradition ?

Il est difficile de prévoir ça. Si les juges ne concèdent pas mon extradition, la situation se compliquera. Dans ce cas, je pourrais sûrement demander l'asile politique en Hollande. Et cela au 21^e siècle, étant citoyen d'un état d'Union Européenne. Ce serait sûrement intéressant pour un débat par rapport aux violations de droits de l'Homme en Espagne et par rapport à l'intégrité des personnes à l'intérieur de l'espace juridique de l'UE.

L'Etat espagnol a sans doute un problème, s'ils ne m'extradent pas, et je vais me consacrer à l'accusation publique avec la seule arme qui m'est accessible : les mots. »



EUSKAL HERRIA

Dans le numéro 41 du bulletin ABC vous pouviez lire un communiqué des prisonniers de la maison d'arrêt de Bayonne où était décédé en 1 mois Julien De Melo, 19 ans, et Dominique D., 44 ans. Voici un texte extrait du bulletin du Comité pour la Défense des Droits de l'Homme en Pays Basque N°64 et qui parle des circonstances de la mort de Julien.

"Lundi 17 juin à 4h20 du matin, Julien de Melo, 19 ans, est trouvé pendu aux barreaux de sa cellule par ses deux codétenus à la maison d'arrêt de Bayonne.

Julien était incarcéré depuis janvier 2002 (pour des rackets de 10 euros). Condamné à 7 mois de prison, il arrivait en terme de sa peine. Que s'est-il passé ?

Fin mai il bénéficiait du régime de semi-liberté. Il suivait un stage dans la journée et rentrait le soir en prison. Mais le 12 juin au soir, il apprend que son régime de semi-liberté est supprimé suite à une altercation avec des gardiens, et qu'il devra passer en conseil de discipline le 14. Quelques heures plus tard, il se taillade le bras gauche, ce qui nécessitera 51 points de suture. Dès son retour de l'hôpital il est remis en cellule ordinaire avec deux autres détenus. Il écrira à ses parents qu'il s'est tailladé « pour qu'on l'écoute » et pour que cessent les brimades et traitements humiliants dont il était l'objet, mais que « ça n'a servi à rien ».

Le 14, il passe devant le conseil de discipline. Il est décidé de le sanctionner de 15 jours de mitard dont 8 avec sursis, mais avant que la sanction ne devienne effective il devait rencontrer le JAP, le 19. Dans sa dernière lettre à ses parents (qu'on leur remettra quelques jours plus tard), datée du samedi 15 au soir, il dit qu'il « n'en peut plus », qu'il est « traité comme un chien », « sans rien ». (Les parents s'en rendront compte par la suite qu'on ne lui avait pas remis son sac apporté le 12 au soir qui contenait vêtements de rechange et affaires de toilette, alors que Julien est habituellement très soucieux de son hygiène).

Depuis le 14 il n'allait plus en promenade, ne sortait plus de sa cellule (alors que par nature Julien était un garçon joyeux et boude en train).

Le lundi 17 juin à 8h40, les gendarmes de Boucau se présentent au domicile des parents de Julien et leur demandent de se mettre immédiatement en contact avec la maison d'arrêt de Bayonne. C'est par téléphone qu'ils sont informés du suicide de leur fils par le directeur adjoint, sans plus de détails si ce n'est que le corps a été placé sous contrôle judiciaire.

Monsieur et Madame de Melo se sont immédiatement rendus au palais de justice de Bayonne où ils ont été reçus par Mme Rich, substitut du procureur qui leur déclare qu'il arrive fréquemment qu'un jeune se suicide en prison car il a peur d'affronter l'avenir incertain qui l'attend dehors. De plus elle affirme que Julien n'a laissé aucune lettre d'explication si ce n'est qu'une inscription en grand sur son T-shirt « allez tous vous faire foutre ».

Ce n'est que le mardi 18 que Madame de Melo sera reçue par le directeur de la maison d'arrêt qui se contentera de lui dire qu'à 4 semaines de la retraite il n'avait pas besoin de ça !...

Quant au procureur, J-J Bosc, il déclarera que « pour l'heure aucun élément ne permet de penser qu'il y a eu faute ». Il n'a pas jugé utile d'ouvrir une information judiciaire. 45 jours après les faits, les parents de Julien n'avaient toujours pas les résultats de du rapport d'autopsie du médecin légiste...

Que s'est-il passé exactement ? Les codétenus de la cellule de Julien n'ont rien vu, rien entendu... (ils ont, depuis été transférés dans une autre prison).

Comment une jeune homme plein de vie a-t-il pu être ainsi poussé à bout ?

Monsieur et Madame de Melo veulent que la vérité soit faite sur les derniers jours de leur fils, et que les responsables de son geste ne restent pas impunis (c'est le souhait formulé par Julien dans sa dernière lettre). Julien n'aurait pas dû revenir en cellule ordinaire après sa tentative de suicide. Les parents considèrent qu'il y a eu non assistance à personne en danger.

En mémoire de Julien, mais aussi pour tous ceux qui, en prison, subissent mépris, humiliation, acharnement, et pour que cela ne se reproduise plus, les parents ont décidé de se battre et ont déjà reçu le soutien de la section locale de l'OIP.

Menaces de mort contre Egoitz Urrutikoetxea

Le responsable labourdin de Batasuna a reçu par la poste une disquette informatique et un texte de menaces. Arrivé au siège de Koldo Gorostiaga à Baiona, affirme que le militant basque, ainsi que sa sœur « sont des morts vivants » et poursuit « nous savons où vous habitez et où vous vous trouvez, nous avons les moyens et les informations nécessaires pour cela ». Le texte poursuit avec différentes menaces du même acabit, et se termine par « jusqu'à ce que l'on voit ta nuque ». Le texte est signé NBVE (Nouveau Bataillon Basco-Espagnol), l'ancêtre du GAL qui a fonctionné de 1975 à 1981 avant la création de ce dernier et tué 24 personnes en Hegoalde et 10 en Iparralde. Le BVE avait commis sa première action contre Josu Urrutikoetxea, le père d'Egoitz en 1975. Nous faisons état récemment de l'enquête menée par la revue Kale Gorria, informant de la gestation d'un nouveau GAL, en lien avec des membres de la phalange espagnole et de la Guardia Civil.

Ekaitza N°838

Juan Mari Olano : recours en cassation le 8 octobre

La cour de cassation examinera, le 8 octobre prochain, la forme de jugement rendu le 28 juin dernier par la chambre d'instruction de la cour d'appel de Pau. Elle pourra reconnaître que le dossier de demande d'extradition envoyé par le juge Garzon est incomplet et qu'il a un indéniable caractère politique.

Askatasuna espère que ce sera « une opportunité pour les autorités politiques françaises de faire marche arrière » et

ainsi « se démarquer de la répression politique totale du gouvernement Aznar contre toutes les formes de militantisme au pays basque. » D'après l'organisation de soutien aux prisonniers, cela signifierait « un accord français vis à vis de la politique totalitaire espagnole ». Cela créerait « un précédent, voire une jurisprudence, qui instituerait le délit de militantisme dans les principes juridiques français.

Grève de la faim

Le prisonnier politique basque Raul Bezi Eskuin, originaire du quartier San Adrian de Bilbo, et arrêté le 22 juillet 1996, est entré en grève de la faim. Sa peine de prison prend fin le 9 octobre et il entend protester contre le risque d'expulsion vers l'Etat espagnol.

Ekaitza N°839

10800 euros d'amende contre les jeunes de SEGI pour s'être enchaîné à un bidon.

6 jeunes de SEGI passaient au tribunal de Baiona, le vendredi 20 septembre, pour une action réalisée le 14 mars 2002 devant la mairie de Baiona, en vue de dénoncer l'illégalisation du mouvement SEGI, et l'incarcération de 12 de leurs membres, ainsi que l'envoi, par le juge Garzon, de 9 mandats d'arrêt internationaux, dont 3 contre de jeunes Lapurtars (qui avaient conduit à la manif des Ruwel, à l'arrestation d'Eneko Aizpuru qui passe en procès d'extradition le 25 septembre. Plus de 2000 jeunes avaient manifesté à Baiona le 22 juin sur ces mêmes revendications. Pendant une heure, les jeunes s'étaient enchaînés à un bidon, occupant la rue Bernède. Grave crime aux yeux du parquet de Baiona, qui les a poursuivis pour « entrave à la circulation ». Les jeunes ont

souligné tout à fait justement le côté démesuré des poursuites, alors qu'au même moment, légitimement, les salariés de Ruwel, manifestaient tous les jours. Les jeunes de SEGI ont dénoncé « la criminalisation de la jeunesse basque » ainsi que les violences policières dont ils ont été l'objet, ainsi que les menaces de mort et insultes à caractère sexiste.

Les deux jeunes enchaînés, Frédéric Carricart et Sébastien Piñaki, ont été rejoints dans le box par Johanko Eliceits, Eric Bernadoux et Harritza Galarraga, qui tenaient la banderole, ainsi qu'Yves Machicotte, qui expliquait aux journalistes le sens de cette action.

Le procureur a requis contre chacun d'entre eux 90 jours d'amende à 20 euros, soit 10800 euros (soit plus de 70000F) ainsi qu'une suspension de permis de conduire pendant 6 mois pour 5 d'entre eux.

Askatasuna dénonce « l'attitude de la police de Baiona, qui n'agit que dans un but de persécution volontaire des jeunes de SEGI et qui conduit à un procès qui n'a aucun sens ». Elle dénonce « une fois de plus, l'attitude du policier surnommé « D'artagnan », qui a essayé de menacer un jeune qui se rendait à ce procès, et cela à cause d'un T-shirt qu'il portait, le menaçant de poursuites (le T-shirt représentait des amanites avec inscrit en Euskara « des champignons dans la forêt »).

C'est ce même policier qui est à l'origine de la procédure contre un membre de SEGI, pour avoir porté dans la rue un T-shirt avec un logo « nike » suivi de la minuscule inscription « la police », et qui passera en procès le 10 octobre pour ce fait hautement délictueux.

Manifestation de Bilbo

Le 14 septembre avait lieu une manifestation à Bilbo contre l'illégalisation de Batasuna. Cette manifestation a regroupé 40 000 personnes et a subi une charge policière.

"Un document interne de la Ertzaintza, reprenant la chronologie des événements, démontre qu'aucun incident n'a provoqué la charge qui a causé de nombreux blessés chez les manifestants. Ce document fait état des conversations entre les policiers et un « cabinet de crise » installé au commissariat de Deusto. Lorsque la ertzaintza affirme avoir reçu des pièces de monnaie et entendu crier « Gora ETA », la DYA (intervention sanitaire) affirme qu'il y a déjà des blessés sur place, ce qui veut dire que la charge a été antérieure aux actes présumés des manifestants.

Un communiqué signé par un groupe « ertzaintza nationalistes basques » a été remis dans divers commissariats. Il demande de ne pas faire respecter les ordres édictés par le juge Garzon contre Batasuna. Le communiqué parle de « honte » pour le rôle que les chefs de la ertzaintza lui ont fait jouer à la manifestation de Bilbo. Les signataires appellent à une unité abertzale « sans éléments à caractère militaire ».

D'autre part les deux militants pacifistes arrêtés à l'issue de la manifestation ont été transférés à la prison d'Arranjuez. La justice et l'intérieur ont, en effet, remis le dossier entre les mains du tribunal national espagnol."

Ca y est, le journal Ekaitza est passé en appel et le verdict a été confirmé, (cf. encadré du bulletin #36), c'est à dire 1500 euros d'amende pour Ellande Socarros et Guezmer et la publication du jugement à leur frais dans divers journaux. Dans ce procès, les juges ont estimé que ce n'était pas un délit de presse mais que Ekaitza était condamné pour apologie du terrorisme.

PRISONNIERES PALESTINIENNES

Dans le bulletin N°42 il y avait un communiqué du CLCBA sur la situation des prisonnières palestiniennes à la prison de la Neve Tirza. Voici un communiqué qui précise les raisons du mouvement des prisonnières de la Neve Tirza prison.

“28-08-02

ADDENDA

Nous tenons à vous faire connaître les raisons pour lesquelles nos camarades de la Neve Tirza Prison ont été violemment agressées et réprimées.

Dans la nuit du 27 au 28 juillet, les égouts de la prison ont regorgé et les saletés se sont déversées dans les cellules. Les prisonnières palestiniennes ont frappé dans les portes et ont beaucoup crié afin qu'un réparateur s'occupe immédiatement des égouts. Ce fut le prétexte pour que les autorités sionistes les passent à tabac, avec une rare violence, sous le motif qu'elles avaient cru à une révolte et une rébellion !!!

Nous avons immédiatement alerté tous nos camarades prisonniers/prisonnières politiques incarcérées en France, Belgique, Italie, afin qu'ils se mobilisent en solidarité. Nous apprenons que les prisonniers de la centrale de MOULINS (où est détenu le militant politique libanais George Ibrahim Abdallah) ont décidé de refuser leurs plateaux-repas durant trois jours. (Ils ne consomment que ce qui est continué). D'autres devraient suivre ! En Belgique, par exemple, le militant communiste révolutionnaire Pierre Carrette a fait durant trois jours une grève de la faim en solidarité avec les camarades



palestiniennes, prenant la relève de ceux de Moulins. En Palestine occupée, les prisonniers palestiniens d'Ashkelon étaient plus de quatre cents à observer une grève de la faim de quelques jours pour protester contre le sort réservé aux femmes et mineures de la Neve Tirza Prison....

Quant aux militant-e-s et ami-e-s qui sont hors les murs, la rue leur appartient et, à n'en pas douter, les revendications s'exprimeront haut et fort à l'occasion de l'anniversaire de l'Intifada.

Nous n'accepterons jamais que ces criminels sionistes imposent leur barbarie et leur cynique loi. Nous restons mobilisé-e-s pour contre-carrer leurs plans, faire connaître leurs sales besognes et basses œuvres, et témoigner notre entière solidarité à tous ceux et celles qui, de part le monde, sont confronté-e-s à l'innomable arbitraire sioniste avec la bénédiction des impérialistes américains.

INTIFADA JUSQU'A LA VICTOIRE
LA SOLIDARITE INTERNATIONALE EST (AUSSI) UNE ARME."

CAMPAGNE : JE VEUX RETROUVER MON PASSE.

Birsen KARS ; Hacer ARIKAN ; Ebru DINCER

Toutes les trois se trouvaient le 19 décembre 2000 dans la prison pour femmes de Bayrampasa. Toutes les trois avaient participé à la lutte pour la dignité qui avait duré jusqu'à ce moment. Toutes les trois résistaient aux cellules d'isolement, cachées sous le nom de "cellules de type F". Le 19 décembre les forces de l'Etat prenaient d'assaut 20 prisons turcs. 28 prisonnier-e-s furent tué-e-s. Le but de cette opération avait été de briser la résistance des prisonniers et prisonnières, qui luttait contre les prisons d'isolement et ce faisant pour la dignité humaine. On y employa des bombes, des mitraillettes et des gaz très divers. Ils ont tabassé les détenu-e-s à mort avec des matraques et des barres de fer. D'autres ont été assassiné-e-s par balle. Le 19 décembre fut un cauchemar. La violence la plus grande et la plus indescriptible fut infligée aux femmes de la prison de Bayrampasa. La partie des femmes fut d'un côté transformée en une prison de la mort par des bombes à gaz, de l'autre côté les forces de sécurité mettaient le feu à cet endroit avec des lance-flammes. Six des femmes qui se trouvaient dans cette partie de la prison BRULAIENT VIVES.

Les cris, les slogans et le craquement des corps brûlants se mêlaient aux rires des fonctionnaires de sécurité. Les assassins avaient crié : *"Soit vous vous rendez, soit on vous tue toutes !"*. C'est ce qu'ils ont fait, six des femmes ont brûlées vives.

Gülseren Yazgı GÜDER ; Nilüfer ALCAN ; Seyhan DOĞAN ; Özlem ERCAN ; Gülser TUZCU ; Sefinur TEZGEL
FURENT BRULEES VIVES, ET CECI DEVANT LE MONDE ENTIER.

Des douzaines échappaient à la mort avec des graves brûlures et une grande douleur dans leurs cœurs. Birsen, Hacer et Ebru sont de celles et ceux qui le 19 décembre ont échappé à la mort. Leur corps furent marqués par des brûlures, leurs camarades étaient mortes. Nous ne pouvions pas empêcher qu'elles brûlent devant le regard du monde entier. Maintenant, elles veulent RETROUVER LEUR PASSE. Peut-être qu'il ne sera pas possible de leur rendre tout leur passé, mais nous pouvons au moins essayer d'atténuer leur douleur. Dans la prison où six personnes ont brûlé, l'humanité entière a été brûlée. Il y a eut un crime contre l'humanité qui se dresse contre nous tous. Comme nous sommes des Hommes, chacun et chacune doit éteindre ce feu. Dans ce sens, nous pouvons atténuer les souffrances de Birsen, Hacer et Ebru. Afin de pouvoir rendre possible un traitement médical de Birsen, Hacer et Ebru, nous appelons à l'aide. Birsen se trouve toujours en prison, Hacer et Ebru ont été relâchées. Elles doivent subir une série d'opérations. Ebru seule doit subir 22 opérations. À côté de ces opérations, il faut remplacer des membres, qu'elles ont perdus, par des prothèses. Ce projet, avec lequel nous entendons atténuer juste une partie de la douleur aura besoin d'une somme de 200000 euros. Il nous est impossible de "trouver" une somme pareille. C'est pourquoi dans plusieurs pays européens il y aura des soirées d'information et de solidarité et si possible des concerts avec des groupes qui se solidariseront avec nous. En plus, nous allons demander à des organisations d'aide humanitaire, de solidarité avec des prisonniers, de l'aide médicale dans toute l'Europe.

Nous pensons que ces organisations pourront donner une grande partie de la somme nécessaire. On demandera une aide de 500 à 1000 euros à chaque organisation. Nous voulons réaliser ce projet sous la forme d'une campagne. Le nom de cette campagne est : **JE VEUX RETROUVER MON PASSE**

Il faut une grande solidarité et participation. Nous voulons faire connaître cette campagne et avec elle la réalité dans les prisons turcs à des masses encore plus grandes. A long terme, notre but est de soutenir les personnes qui étaient prêtes à tout donner pour la défense de la dignité humaine.

Nous voulons organiser des soirées d'information et sortir des affiches, des tracts, des brochures et une vidéo sur laquelle on voit Birsen, Hacer et Ebru en personne et les attaques qu'elles subissaient.

Afin de fortifier la solidarité et afin de leur montrer que nous sommes avec elles, nous voulons envoyer des délégations internationales à Istanbul. Dans ce sens, à part de ceux et celles qui peuvent donner de l'aide matérielle, nous avons besoin d'un soutien de personnes qui peuvent organiser dans différentes villes en Europe des concerts et des soirées d'information et qui peuvent diffuser sur leur territoire des affiches et des tracts, et de personnes qui peuvent se rendre à Istanbul afin de leur montrer qu'elles ne sont pas toutes seules, de personnes qui parlent dans leur entourage des mesures inhumaines qui sont prises dans les prisons turcs. Chacune et chacun qui veut travailler avec nous dans le contexte de cette campagne, peut prendre contact à l'adresse suivante : noisolation@gmx.de

Les organisations qui nous soutiennent dans le cadre de cette campagne internationale :

Allemagne : TAYAD Komite Bielefeld et IKM Hamburg ; Autriche : PWI ; Hollande : TAYAD Komite Rotterdam ; Belgique : TAYAD Komite Bruxelles ; Angleterre : Irish Republican Socialist Party (IRSP) ; Solidarity with Hunger Strikers in Turkey (Dublin, Irlande) ; Turkish Hunger Strike Action Committee (Belfast, Irlande)

Dons à : *Solidaritätskomitee TAYAD e.V., Stichwort "Wunden Heilen", Bankverbindung Sparkasse Bielefeld, Konto : 18 143, BLZ : 480 501 61*

Depuis les geôles belges...

LA PRISON,

ÇA SERT A QUOI ?

À moment où j'écris cet article,
je suis dans ma septième année de détention.
Mais, que le lecteur se rassure,
je ne me limiterai pas aux pensées d'un homme
dont l'univers intellectuel et biologique
est borné depuis si longtemps
par quatre murs de deux mètres sur quatre !

Le point de vue juridique

La prison n'est pas une punition, c'est seulement une privation de liberté, disent les juristes. Difficile d'être plus hypocrite que cela! C'est comme si je disais à ma fille: Puisque tu n'as pas été sage, tu seras privée de dessert, mais attention, ce n'est pas une punition, c'est seulement une privation de dessert. Personnellement, à part la torture, je ne vois pas ce que l'on pourrait donner de plus terrible à un homme comme punition.

Par ailleurs, dire que la prison est une privation de liberté est extrêmement réducteur.

D'abord, dans une société capitaliste et répressive,

la

liberté est quelque chose de très relatif. Quand vous gagnez 40.000 francs par mois, vous avez la liberté de dépenser 40.000 francs et pas un franc de plus.

Si vous êtes au chômage à 25.000 francs par mois, votre "liberté" est totalement bridée par ces 25.000 francs.

Dans une société où il faut du fric pour tout : pour manger, boire, se vêtir, se loger, se divertir... même pour pisser parce que les vespasiennes ne sont pas gratuites, le fric sera toujours une fameuse entrave à votre liberté. Même le riche n'est pas libre, car il lui faut exploiter ses semblables pour devenir riche.

Gilbert Cesbron a écrit: Comment peut-on être heureux de vivre seul dans sept pièces quand les voisins vivent à sept dans une seule pièce ?

D'autre part, vous n'avez pas la liberté de rouler à 130 km/h sur une autoroute déserte, car vous ramasserez un PV. Vous n'avez même pas la liberté d'être distrait, si vous oubliez d'alimenter votre parc-mètre, vous aurez aussi un PV !

Ça, c'est quelque chose qui ne risque pas de m'arriver en prison ! Il est vrai que mon corps n'est pas très libre, mais mon esprit l'est.

Par exemple, j'ai la liberté de regarder la télé à dix heures du matin, alors que vous qui travaillez, n'avez pas cette liberté ! Le détenu a même des libertés que vous n'avez pas dehors. Ce n'est donc pas de liberté qu'on est privé, mais **de vie** ! On est privé de tout ce qui fait la vie humaine et de tous les plaisirs de la vie, privé de vie, quoi !

Je pense que le plus grand plaisir de la vie, c'est la femme, le sexe, l'amour, la tendresse. Ça n'existe pas en prison.

Le deuxième plaisir de la vie, c'est sans doute la gastronomie. Or, en prison on mange de la merde. Le vin et la bière n'existent pas. On ne reçoit pas de boisson aux repas de midi. À la prison de Forest (ailes A et B) et à Saint-Gilles (aile C et D), il n'y a pas de wc en cellule - on n'a qu'un seau puant - ; il n'y a même pas de robinet: on boit l'eau croupie d'une cruche. Le matin et le soir on reçoit du café, mais il est imbuvable.

Le point de vue des spécialistes

Les prisons sont des pourrissoirs dont on sort plus dangereux pour la sécurité publique qu'on y est entré (Philippe Toussaint, chroniqueur judiciaire au Journal des Procès).

[...] l'emprisonnement, paradoxalement, n'est pas un mode de lutte contre le crime, mais contribue à le propager (Georges Kellens, dans Le Journal des Tribunaux nE5888).

Les spécialistes, eux, ont compris à quoi sert la prison. Mais je voudrais donner un seul exemple, pour que le profane comprenne lui aussi pourquoi on sort de prison dix fois plus dangereux pour la sécurité publique qu'on y est entré.

Un cambrioleur m'a raconté son histoire, je change les détails pour qu'on ne le reconnaisse pas: Ma petite amie et moi, on voulait fonder une famille mais on s'est retrouvé au chômage en même temps et brutalement. Je me suis laissé tenter par un copain qui m'a proposé de faire un cambriolage avec lui. Pendant un temps j'ai bien vécu mais j'ai exagéré et je me suis fait pincer par les flics. Mon avocat m'a dit que je prendrais trois ans mais j'en ai pris cinq. Il m'a conseillé de faire appel. J'en ai pris sept ! L'argent que j'avais de côté est parti dans la poche de mon avocat. Il m'avait dit que je ne ferais que deux ans et demi sur les sept, mais je suis dans ma quatrième année de prison et la libération conditionnelle n'arrive toujours pas. Ma petite amie est, depuis longtemps, partie avec un autre. Quand je sortirai, ce sera nu comme un ver et ce n'est sûrement pas moi qui vais me taper les petits boulots à 35.000 francs par mois pour un patron qui se met les millions de bénéfices en poche. Je n'aurai donc d'autre solution que de recommencer à voler. Mais cette fois, je serai beaucoup plus malin. Les autres cambrioleurs m'ont refilé tous leurs tuyaux. Mon complice



Voir un oiseau sur une branche, ou admirer un coucher de soleil, ça n'existe pas en prison.

Apercevoir un copain à la terrasse d'un café et aller prendre un verre avec lui, ça n'existe pas. Les relations humaines n'existent pas en prison. À Saint-Gilles, je passe 24 heures sur 24 dans une cellule cloacale (des détenus qui ont connu les prisons en France, en Hollande, en Allemagne, m'ont dit que les cachots y sont plus confortables que les cellules ici) car le préau dure deux heures.

S'y faire chier à tourner en rond pendant deux heures, en regardant des murs de dix mètres de haut surmontés de barbelés, est pire que se faire chier en cellule à zapper devant la télé ou à faire des réusites. La prison, c'est donc bien une privation de vie et pas de libertés. On est même privé de projets de vie. Pas question de projeter une journée à la mer, une séance de cinéma ou une soirée chez des amis... La prison c'est mourir à petit feu, se faire chier, encore se faire chier, toujours se faire chier. Seul entre quatre murs. Ou à deux en cellule ce qui est pire encore. Pour certains, la prison c'est même être privé d'espoir : quand on en sortira, ce sera sans rien : plus de maison, plus de meubles, plus de voiture, plus d'argent, plus de travail, plus de femme. Par contre on aura des millions de dettes (parties civiles, frais de justice, amendes...) et, sauf pour de rares privilégiés, ce sera 21.000 francs par mois, au CPAS (RMI) jusqu'à la mort. Qui osera encore dire que la prison n'est qu'une privation de liberté ?

avait trop la trouille sur les coups, maintenant j'ai trouvé un bon complice. Je n'avais qu'un mauvais receleur, maintenant on m'a refilé l'adresse d'un bon. Si j'habite Bruxelles, je cam- briolerai à Liège ou vice et versa. On ne trouvera plus jamais du matériel volé chez moi. Bien malins les flics qui me pinceront. Quand je cambriolerai, je n'étais jamais armé car je voulais bien risquer quelques années pour vol mais pas perpète pour meurtre. Maintenant, ce sera le contraire, je serai toujours armé quand je cambriolerai. Et si je me fais surprendre par un proprio, je le descends aussi sec, comme ça il ne sera plus là pour me dénoncer.

Voilà l'effet produit par la prison sur un cambrioleur qui, entre nous soit dit, n'aurait jamais cambriolé de sa vie s'il n'avait pas été mis brutalement au chômage juste au moment où il s'apprêtait à fonder une famille. Et parler pas de remords, de conscience, de démocratie ou de respect de la vie à un détenu : ce sont des notions qui n'existent pas en prison. Dans votre p... de société, il n'existe aucun "respect de la vie", car respecter la vie d'un être humain, ce n'est pas respecter son existence biologique, mais la qualité de sa vie. Un patron qui a le droit, d'un seul trait de plume, de mettre 3.000 personnes au chômage et de reconstruire son usine à l'autre bout du monde, là où les ouvriers coûtent cent fois moins cher qu'en Belgique, ce patron n'a aucun respect pour la vie humaine. Un riche propriétaire qui a le droit d'appeler gendarmes et huissiers pour expulser un pauvre locataire devenu incapable de payer son loyer, n'a aucun respect pour la vie humaine.

Soit dit en passant, "l'État de droit" ce n'est rien d'autre que la légalisation du droit du plus fort de strognier le plus faible. Avez-vous compris, aussi lecteur, pourquoi l'on sort de prison dix fois plus "dangereux" qu'avant ?

Le point de vue du détenu

Là, c'est simple à résumer: tout détenu sait qu'en prison on n'a que deux **droits** : le droit de se faire chier et le droit de fermer sa gueule. Sinon c'est le cachot. On a vu que la prison c'est surtout la privation de vie, mais pour un détenu, c'est encore autre chose : outre se faire chier, c'est se détruire soi-même, détruire ses capacités de concentration et de décision, détruire sa condition physique, détruire ses sentiments, détruire sa sexualité... En effet, en prison on ne décide jamais de rien : on ne décide ni ce qu'on mange, ni de l'heure à laquelle on mange. On ne décide ni de l'heure ni du jour où l'on prend sa douche. Pour avoir de l'eau sous la douche, il faut pousser sur le bouton. Mais comme la plupart des boutons sont cassés, il faut maintenir en permanence le doigt sur le bouton et l'eau est souvent glacée ou brûlante. On ne décide pas de l'heure à laquelle on éteint la lumière le soir ni de l'heure à laquelle on allume le matin. Il n'y a pas d'interrupteur dans la cellule. C'est le

maton qui le fait de l'extérieur. On ne décide même pas d'ouvrir le chauffage quand on a froid ou de le diminuer quand on a chaud : il n'y a pas de bouton au radiateur. On ne décide pas de changer la literie quand elle est sale. Les draps sont changés tous les quinze jours. Depuis sept ans, je ne décide jamais des vêtements que je vais porter : j'ai toujours le même pantalon de toile grise, le même pull bleu foncé, la même veste de toile grise, les mêmes chaussettes, les mêmes souliers noirs, les mêmes caleçons trop grands ou trop petits. Dans un monde borné éternellement par quatre murs de deux mètres sur quatre, il ne se passe jamais rien d'agréable.

Cette nuit je n'ai pas beaucoup dormi. On a arrêté un drogué qui est en manque maintenant. Toute la nuit il a gueulé : *J'ai mal, je vais mourir.*

Ce matin, changement de disque. J'ai entendu une grosse engueulade entre un détenu et un maton. Le détenu a été traîné au cachot et régulièrement je l'entends gueuler : *Chef de quartier, fils de p...*

Sans arrêt, j'entends un haut-parleur en face de ma cellule : *Retour préau, Mouvement travailleurs, Le 214 pour l'assistance sociale, Le 128 au parloir avocat, Des hommes pour la fouille* (ça, c'est après chaque visite, des matons qu'on appelle pour aller fouiller les détenus à poil). Hier, on m'a appelé pour aller récupérer mes caisses d'objets personnels revenant de la prison de Huy où j'ai été transféré par erreur pendant cinq jours. J'ai constaté qu'il me manquait une caisse contenant des objets importants pour moi. Elle s'est "égérée", la récupérerai-je un jour ? Il y a quelques semaines, on m'a supprimé ma cantine. Après réclamation, la comptabilité s'est rendu compte qu'il y avait un autre Depouhon et quand celui-ci a été transféré dans une autre prison, on lui a donné tout mon argent ! On m'a remboursé, mais comme la cantine ne se commande qu'une fois par semaine, je suis sans tabac et sans café pendant une semaine.

À la prison de Huy, un musulman à qui sa religion interdit de se montrer à poil, a refusé d'ôter son caleçon lors de la

fouille réglementaire après la visite. Résultat : au cachot. Je précise qu'il ne s'est pas battu et qu'il ne passait pas de drogue. Il a simplement refusé d'ôter son caleçon pour raison religieuse. Vivent les droits de l'homme ! Je pourrais remplir *Alternative Libertaire* de détails semblables. Mais comme en cellule il ne se passe jamais rien, les détails prennent la dimension d'événements.

Et les événements sont sans exception, brimants, humiliants, dégradants, chiants, crétinisants, infantilisants... Autant vous dire que lorsqu'un détenu a végété pendant des années dans un tel enfer, il n'est plus normal et il sort de prison comme un chien enragé. Je viens de lire un ouvrage extrêmement intéressant, *L'homme agressif* de P. Karli (neurobiologiste) aux éditions Odile Jacob (1989). L'auteur y montre notamment que, lorsque l'on prend un chat adulte parfaitement socialisé et qu'on l'isole seulement quinze jours, on constate déjà après quinze jours des modifications neuro-chimiques dans son cerveau. Vous vous imaginez ce qui se passe dans le cerveau d'un homme isolé pendant dix ans en enfer ? Non seulement cet homme n'est plus normal, mais, révolté, il sort beaucoup plus "dangereux" pour la sécurité publique.

Conclusion

Et alors, ça sert à quoi la prison, si on en sort plus dangereux ? Je vais vous dire, moi : ça sert à protéger les biens des riches contre l'envie des pauvres.

Bien sûr, ça ne les protège pas contre les 8.000 et quelques qui sont en prison et qui eux n'ont pas eu peur. Mais ça protège les riches contre les millions de chômeurs, d'exclus, de gagne-petit, de défavorisés... qui eux ont peur d'aller en prison. Sinon, il y a longtemps que le capitalisme n'existerait plus. Ce n'est évidemment pas pour la suppression des prisons qu'il faut militer, le capitalisme est impossible sans répression, ce serait

immédiatement la guerre civile. Il faut militer contre le capitalisme, principalement pour la transformation des sociétés d'actionnaires en sociétés coopératives. Dans cette organisation économique qui pratiquerait la justice sociale au lieu de la "justice-répression", vous verriez les prisons commencer à se vider, alors qu'actuellement elles sont pleines à craquer.

Jean-Paul Depouhon, 4 rue de la résistance, 4500 Huy, Belgique

BREVES

- **CHILI :** Une façon saine de commémorer le 11 septembre. Le 8 septembre, 3000 personnes ont pris part à une manifestation (autorisée) dans le centre de Santiago pour marquer l'anniversaire du coup d'Etat de Pinochet, le 11 septembre 1973, qui n'aurait pas été possible sans l'entière complicité tant logistique que morale, du gouvernement américain. Divers orgas, ainsi que des relatifs des victimes de la férocité du règne des militaires, appelaient à marcher à la mémoire des milliers de personnes tombées pendant ces 17 années de dictature. A la fin de la manifestation, des heurts ont éclaté entre des manifestants et les carabiniers. Des drapeaux américains ont été brûlés, des banques et un McDonald's saccagés. Au moins huit personnes ont été arrêtées. Le jour du 11 septembre se déroulait une nouvelle manifestation. Dans la soirée, 400 manifestant-e-s se sont affronté-e-s avec la police, qui a attaqué à l'aide de canons à eau et de gaz lacrimo. Au moins 30 personnes ont été arrêtées, dont Marcos Ilich Riquelme, qui avait pris part à une évasion massive de prison en 1990. La police a déclaré qu'un mandat d'arrêt existait contre lui pour violation de la loi sur l'usage des armes. Au total, pendant la nuit et la

journée du 12 septembre, un total de 445 personnes ont été arrêtées, alors que les barricades et les feux de joie se multipliaient dans les quartiers ouvriers. Des incidents ont également éclaté à Temuco, dans le sud du pays, où au moins 50 manifestant-e-s, principalement des étudiant-e-s, ont été arrêté-e-s.

- **PLOEMEUR :** autrement plus réjouissant que le « suicide » relaté le mois dernier dans les communiqués de Banc Public, l'évasion d'un détenu le 10 septembre selon toute vraisemblance via un camion poubelle. Déjà 2 détenus s'étaient évadés la semaine précédente. Les ministères de l'enfermement sont furax. Le directeur a été muté. Pauvre homme.

- **SILVANO :** procès le 27 septembre devant la cour d'appel du tribunal flamant neuf de turin. Revanche de la magistrature et de la flicaille turinoise suite à la décision de la cour de cassation de le faire libérer avant l'accomplissement des 7 ans auxquels il avait été condamné. Procès pour les accusations restées valides après la décision de la cour de cassation à Rome : vol, incendie, et trafic de la vignette de la voiture. Nous craignons que les enquêteurs, pour garder la tête haute,

veuillent aboutir à une condamnation qui, cumulée aux 4 années purgées, équivaldrait aux 7 années déjà prononcées. Nous ne connaissons encore pas le résultat de ce procès.

- **USA :** lorsqu'on affûte une guillotine : le 22 Septembre 2002, les prisons californiennes ont interdit la réception ou la diffusion de matériel pornographique dans leurs enceintes. Cette interdiction fait suite à de nombreuses plaintes adressées par des matonnes à l'administration pénitentiaire. Elles refusent de voir les photos et posters de filles dénudées affichés sur les murs des cellules...

- **BRESIL :** une mutinerie importante s'est déroulée dans une prison de sécurité maximum de l'Etat de Rio de Janeiro, elle a pris fin le 12 septembre lorsque les détenus se sont rendus. Quatre prisonniers ont été brûlés à mort, officiellement suite à des rivalités entre bandes à l'intérieur (c'est apparemment l'explication de la plupart des décès dans les prisons brésiliennes). Les détenus avaient pris en otage 4 matons et 4 employés du bâtiment au moment où la révolte a démarré, le 11 septembre. Suite à l'échec des négociations, la police est

intervenue sur ordre du gouverneur.

- **PAU :** dans la nuit du 4 au 5 juillet 2002, la police de Pau s'est payé un petit tabassage, contre des membres et sympathisant-e-s d'Anaram au Patac (mvt révolutionnaire de la gauche occitane). Enième brutalité policière qu'il est sans doute inutile de détailler. Quatre personnes sont arrêtées, puis une cinquième alors qu'elle se rendait porter plainte. Garde à vue, insultes et humiliations, et la toute logique convocation devant le tribunal de Pau pour le 1^{er} octobre. Quand on se fait taper dessus par les flics, on se mange souvent un procès pour outrage et rébellion. Les policiers sont venus délibérément agresser la dizaine de jeunes qui était depuis peu sorti du local d'Anaram au Patac, dans un contexte de multiplication des contrôles d'identité et des « dommages collatéraux » que ce genre de pratique implique. Nous ne connaissons pas encore le résultat du procès. Une manifestation et une soirée publique sur les politiques et pratiques sécuritaires ont eu lieu avant le procès. Plus d'info : *Anaram An Patac, 2 costa da la hont, 64000 Pau.*

- **ALLEMAGNE :** nous venons d'apprendre que Werner Braeuner serait à

nouveau transféré, cette fois-ci en direction de la prison de Meppen (près de la frontière hollandaise). Sa nouvelle adresse est donc : JVA Meppen, Grünfeldstr. 1, D-49716 MEPPEN. Consultez des bulletins vieux pour en savoir davantage sur Werner, ou demandez les nous.

- **USA :** Helen Woodson purge une peine de 27 ans pour des actions contre la guerre et en faveur de l'environnement. Elle est enfermée depuis 18 ans et demi, et n'a jamais fait beaucoup de déclarations depuis. Récemment, l'aversion antiterroriste ambiante a poussé l'administration à se pencher de nouveau sur son cas afin de la classer comme un danger potentiel pour la sécurité de l'Etat, et commuter sa peine en prison à perpétuité. « *Nous devons opposer une résistance aux armes nucléaires, à la destruction du monde naturel, à l'avidité des entreprises et du gouvernement. Peu importe*

l'aboutissement ici, je resterai fidèle à ce témoignage, soit par une autre action si je suis libérée, soit en temps que détenue à perpétuité si je ne le suis pas. Ma situation a de toute évidence des implications pour celle des autres. Alors que l'hystérie post 11 septembre se propage, n'importe quel opposant sérieux à la politique officielle deviendra une cible. Je serai peut-être la première à être soumise à ce processus particulier, mais sans aucun doute je ne serai pas la dernière. » Vous pouvez écrire en anglais à Helen : *Helen Woodson 03231-045, FMC Carswell, PO Box 27137, Admin Max, Fort Worth, TX 76127, USA.*

- **TOULOUSE :** le 25 septembre 2002 à 8h15, les forces de l'ordre, CRS, police de proximité, huissière... sont entrés en force dans le squat "la Datcha" à Toulouse, surprenant les habitant-e-s qui ne s'attendaient pas à une expulsion. Cette maison était

occupée depuis 4 ans, s'y trouvaient le matin de l'expulsion 12 personnes dont 4 enfants en bas âge.

- **GENEVE :** la grande campagne de désquatisation de Genève continue, avec l'évacuation ce lundi (30 sept.) de deux des rares immeubles du centre-ville encore occupés. Le 5-7 rue des Etuves, occupé depuis 1995, va donc suivre le chemin tracé par ses voisins du 21 rue des Etuves et du 5 rue Rousseau. Le quartier de St-Gervais, dans lequel il est situé, va un peu plus correspondre aux critères de stérilité internationaux de tous les centre-villes, et la désagréable impression de vivre dans un centre commercial va encore gagner du terrain. Autre quartier, même histoire pour "Chez Brigitte", vieux squatt situé à la rue Prévost-Martin. Si vous êtes dans le coin, sachez que Scil'baro est une nouvelle émission de radio contre toutes les prisons, par et pour les prisonniers, passant tous les 15

jours sur Radio Zones. La première a eu lieu le 2 septembre dernier, mais fi du désespoir, vous pourrez écouter les trois prochaines les 16 septembre, 7 et 21 octobre à 19h. Les rediffusions ont lieu les 1er et 3ème mardis du mois à 1h, 7h et 13h. Radio Zones se trouve sur 93.8FM.

- **COLOMBIE :** 24 détenus de la prison La Picota à Bogota ont entamé un mouvement de protestation le 24 septembre, au moment des parloirs, prenant un gardien en otage. 250 visiteur-r/se-s ont alors refusé de quitter la taule, craignant des représailles à l'encontre de leur proches détenus. La situation s'est débloquée le lendemain, après l'accord des autorités de démarrer un dialogue le 30 septembre avec les prisonnier-e-s à propos de leur revendications concernant leurs droits fondamentaux.



L'Anarchist Black Cross est une fédération internationale de groupes autonomes dont le but est l'abolition définitive du système carcéral. Nous n'y arriverons pas du jour au lendemain et l'ABC propose dans un premier temps un soutien aux détenu-e-s et aux luttes de détenu-e-s. Nos activités consistent à assurer une aide multiforme à celles et ceux dont l'existence a été considérée comme indésirable par la machine judiciaire et que l'on fait disparaître entre quatre murs. Nous encourageons les lecteurEs à prendre contact avec les prisonnier-e-s, nous collectons des fonds et apportons un soutien financier, nous diffusons des informations dans un bulletin mensuel. Contactez-nous à une de ces deux adresses afin de recevoir des tracts de présentation, les bulletins précédents, des brochures, ou tout simplement pour en savoir davantage.

ABC c/o Maloka, BP 536, 21014 Dijon Cedex, France.

ABC c/o CCL, 4 rue de Colmar, 59000 Lille, France.

E-mail : abcdijon@free.fr abclille@no-log.org

Site Web : <http://www.chez.com/maloka/>